



Intervention de Geneviève Blanc
Présidente du Groupe des Ecologistes et Républicains
Conseil Général du Gard

Vote Budget 2015

Monsieur le Président,
Mes chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

Il y a quelques mois, la presse régionale titrait à propos de l'ajustement budgétaire du conseil général « Une lente agonie financière ». Certes les contraintes budgétaires sont là et sont lourdes de conséquences : nous subissons la diminution des dotations aux collectivités, nous subissons les compétences transférées incomplètement financées par l'Etat ... mais le Département n'est pas encore moribond et malgré les difficultés, notre collectivité va s'employer à maintenir à travers ce nouveau budget les services indispensables à la population.

Avant toute chose, je voudrais remercier le Président pour la méthode de travail proposée pour élaborer le budget et les services du Conseil Général pour leur appui et leur efficacité dans la préparation de ce budget.

Cette méthode a permis à la majorité départementale à laquelle nous appartenons, de construire un budget concerté qui va nous donner quand même la possibilité de poursuivre la plupart de nos politiques publiques pour les gardois-es, qu'il s'agisse de la solidarité, du social, de l'emploi, de la culture, du développement économique ou de l'éducation, ou encore de l'aide aux communes. (Ce sont en effet 981 millions d'euros qui y seront consacrés en 2015).

Notre département a vécu, il y a quelques semaines, des événements douloureux liés aux dernières intempéries. Bien au-delà des dégâts matériels causés par les fortes précipitations, ce sont aux familles endeuillées que vont nos pensées. Comme je l'ai indiqué lors du DOB, cela nous rappelle dans la douleur la nécessité absolue de la prévention et de la sensibilisation des populations. Avec plus de 8 millions d'euros dédiés aux risques naturels, le Département affiche, malgré les contraintes budgétaires, sa volonté de poursuivre sa politique en matière de prévention et de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes.

Il en va de même pour nos politiques de solidarité où, malgré les baisses enregistrées, les politiques départementales en direction des plus fragiles se poursuivent et s'adaptent aux besoins :

- avec la création de MAIA, Maisons pour l'Autonomie et l'Intégration des malades Alzheimer, pour faire face à la maladie d'Alzheimer,
- avec le développement et la diversification de places d'hébergement pour les personnes âgées et personnes handicapées,
- avec le financement de nouvelles formules d'offre de logement comme les Maisons en Partage,
- avec, enfin, la poursuite de notre soutien aux lieux de vie, sachant que le Gard est le Département où l'on en compte le plus en France alors qu'ils sont parfois l'ultime solution pour des personnes en situation familiale, sociale ou psychologique difficile.

Au passage, au-delà du nombre de personnes aidées, je voudrais rappeler que le seul secteur des personnes âgées représente plusieurs milliers de postes. Dans notre économie locale, le poids et la place des établissements est loin d'être négligeable au vu du nombre d'emplois non délocalisables qu'ils génèrent.

Et l'emploi, faut-il le redire, est une des préoccupations majeures de nos concitoyens. Alors, au moment où l'arrêt du marché de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA va devenir réalité, ce n'est pas l'abandon du marché mais

l'arrêt de l'accompagnement lui-même qui nous inquiète. Dans ce contexte, les Relais Emploi et les actions d'insertion portées le plus souvent par des associations, sont reconduits en 2015. Ils doivent s'inscrire durablement dans nos budgets. Ce sont des leviers pour nos politiques sociales qui représentent la plus grande partie de notre budget et nous devons associer ces partenaires de terrain dès Janvier 2015, comme vous vous y êtes engagé Monsieur le Président, pour élaborer et adapter de nouvelles réponses aux besoins des gardois-es.

C'est vrai, nous évoluons dans un contexte économique national très difficile, et, à l'heure de nos désillusions sur les politiques menées par le gouvernement, à la veille de la mise en place de la réforme territoriale qui n'en finit pas de bouleverser le paysage des collectivités au risque de détricoter nos cohérences locales et la démocratie de proximité, eh bien, nous devons être offensifs et repenser notre façon de faire de la politique. Il y a urgence à restaurer la confiance entre les citoyens et les élus que nous sommes en étant à leur écoute et en restant attentifs à leurs attentes et en s'appuyant sur leurs propositions pour l'élaboration des politiques publiques. Nous avons besoin d'une politique plus participative, authentiquement participative.

A tous les niveaux, l'enjeu, c'est de renouer avec l'intelligence collective et de remettre la recherche du bien commun au centre de la politique. Il faut recréer la « fabrique » du politique avec tout un chacun, à partir des préoccupations citoyennes. Les politiques départementales doivent y contribuer et faciliter l'émergence de la réflexion avec la mise en place d'outils de concertation et de débat.

Notre groupe, très attaché à ces pratiques, les expérimente sur les cantons par des rencontres thématiques qui aident à la confrontation d'idées, à l'émergence de projets et qui sont fédératrices d'énergie pour un territoire. Nous les mettons également en place au sein de la collectivité dans les responsabilités qui nous sont confiées, comme par exemple, les PLU Gard Durable dont un nombre croissant de communes se saisissent.

En novembre dernier, lorsque le Président de la République a appelé à l'Union nationale dans la lutte contre le changement climatique et la préparation de la Conférence Paris Climat en 2015, il a aussi annoncé le lancement d'un grand chantier pour approfondir la démocratie participative dans l'élaboration des projets, en améliorant et rendant plus effective la participation des citoyens.

Nous nous en félicitons parce que la question environnementale est, elle aussi, profondément démocratique. Les citoyens veulent savoir et veulent avoir leur mot à dire sur les projets d'aménagement qui ont un impact sur leur cadre de vie, leur santé et celle de leurs enfants. La « société civile », les ONG, les réseaux militants, les syndicats, les entreprises et les partis politiques sont tous des acteurs à mobiliser et à respecter.

Mais nous savons aussi qu'une grande vigilance sera nécessaire pour que le débat démocratique ne soit pas confisqué lors de cette conférence Climat, car, dans le cadre d'une économie mondialisée, il est difficile pour les gouvernants d'échapper à la logique des marchés financiers et des lobbies économiques, surtout si le traité transatlantique (TAFTA), en cours de négociation, venait à s'appliquer à nos Etats. L'environnement est un bien commun pour nous, alors que pour d'autres, il représente un marché (technologies vertes hasardeuses, droit à polluer ...).

Pour autant, pour les écologistes, c'est aussi l'occasion de placer l'écologie au cœur de l'action publique en apportant des réponses aux crises sociales et environnementales qui touchent les Français et donc les Gardois.

Mais pour que nos politiques en matière de développement durable soient efficaces sur notre territoire, encore faudra-t-il que le Gouvernement :

- accompagne financièrement les collectivités pour consolider leur rôle majeur dans la transition écologique sur leur territoire,
- mette en place des mesures de fiscalité écologique (re-programmation de la taxe poids lourds),
- soutienne un modèle agricole paysan.

Ces annonces viennent conforter les mesures déjà prises par notre collectivité dans le cadre de Gard Durable et que nous avons développées lors du DOB. Le fonds dédié à la transition énergétique (5 milliards d'euros) doit nous permettre de renforcer notre politique dans ce sens.

C'est bien par des mesures qui correspondent à un véritable changement de logiciel et qui impactent directement les personnes dans leur quotidien qu'une reprise économique peut s'envisager entraînant développement et création d'emplois durables.

C'est aussi avec l'Economie Sociale et Solidaire qui « ouvre les champs des possibles » qu'un autre souffle pour l'économie est à envisager grâce à un ensemble d'acteurs qui ont décidé de faire de l'économie autrement. Ils représentent 12% des salariés en Languedoc Roussillon (100 000 emplois). Le Département du Gard peut jouer un rôle plus important dans ce domaine en y impliquant entre autres, ses partenaires de longue date que sont les acteurs de l'insertion par l'activité économique (IAE).

C'est bien au service de ces axes forts et porteurs, que notre budget Economie doit attribuer ses aides. Son enveloppe en baisse doit nous conduire à encore plus de pertinence dans nos interventions et nous comptons peser sur les choix qui restent à arbitrer.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, et pour conclure : nous ne cautionnons pas la politique du gouvernement qui supprime 3,5 milliards de dotations aux collectivités et qui de fait, nous pénalise en impactant en 2015, directement nos budgets sociaux. Nous disons clairement que c'est un mauvais choix pour la France, un mauvais choix pour les français. Nous disons aussi que la collectivité ne doit pas s'y résigner ; au contraire nous devons continuer à demander une révision urgente de cette baisse des dotations.

Mais voilà, en attendant, dans le Gard, nous refusons de nous appliquer la double peine. Refuser de faire des choix politiques dans l'enveloppe impartie pour notre département, ce serait un manquement à nos responsabilités, ce serait mettre encore plus en difficultés les familles, les services, les

associations, les établissements de personnes âgées, les établissements pour enfants etc.

Le choix a été fait collectivement, ici, de ne pas repousser le vote après les élections départementales. Cela aurait été plus facile mais moins courageux, moins responsable. Nous avons décidé de voter ce budget en Décembre pour ne pas rajouter des difficultés budgétaires supplémentaires à nos partenaires tels que les associations culturelles, les associations d'insertion, les syndicats de bassin ... qui nous demandé de voter ce budget le plus tôt possible afin d'avoir une visibilité sur leur fonctionnement en 2015.

Même si ce budget n'est pas à la hauteur de nos attentes de par le manque à gagner, il permet de faire des choix politiques et de répondre aux besoins des gardoises et des gardois. Nous avons commenté ces choix, chapitre par chapitre, mardi dernier.

Tel qu'il se présente, il va, malgré tout, nous permettre d'accompagner l'installation de jeunes agriculteurs, d'aider l'agriculture biologique, la création et l'économie culturelle. Il va nous permettre d'apporter aux familles des services de qualité ... autant de domaines d'intervention qui seraient délaissés par la Droite si elle était majoritaire dans ce département.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous voterons ce budget et nous espérons être présents l'année prochaine pour poursuivre, au sein d'une majorité de gauche, riche de sa diversité, le maintien et le développement de nos politiques départementales, dans lesquelles l'écologie politique aura, je l'espère, de plus en plus d'importance.